

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Strasbourg, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INVIVO

UNION INVIVO
83 Avenue de la grande Armée
75016 Paris

Références : -

Code AIOT : 0006700574

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement INVIVO implanté Zone Portuaire BP 37 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis le 01/01/2013, le site est soumis au système d'échange des quotas d'émission au titre de la combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW.

Le site est un petit émetteur (moins de 2500 tCO₂).

Dans le cadre de la collecte de données 2024, l'installation avait la possibilité de sortir du système d'échange des quotas d'émission mais ne l'a pas demandé. Plus précisément, la réglementation SEQE lui permet de bénéficier d'un taux réduit de la taxe intérieure de la consommation de gaz naturel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INVIVO
- Zone Portuaire BP 37 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INVIVO exploite des silos de stockage de céréales sur la commune d'Ottmarsheim

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit prendre en compte la remarque du rapport de vérification du 26/03/2025 : « En application de l'article 11 du FAR 331 et de son annexe IV, l'exploitant doit présenter une analyse de risque sur les données primaires pour le calcul des niveaux d'activité du site, afin de limiter les risques inhérents et de carence de contrôle » .

Par ailleurs, dans le cadre de l'action nationale 2025 "points chauds", 3 actions correctives (délai de 2 mois) ont été demandées par l'inspection. Deux actions correctives ont été réalisées.

Seule une action a été partiellement réalisée : incomplétudes des consignes spécifiques à l'entrée des zones à risque d'incendie ou d'explosion. Plus précisément, Il subsiste l'absence d'affichage signalant la nature du risque et les consignes de sécurité incendie aux niveaux de la station de distribution de gazole non routier et des séchoirs 1 et 2.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	6 mois
2	Sources de données (térajoule de combustible consommé)	Règlement européen du 19/12/2018, article article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Programme	Règlement européen du 19/12/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	métrologique pour la détermination des niveaux d'activité	article 11 Règlement FAR 2019/331	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les niveaux de méthodes déclarés sont respectés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagramme des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance (PMS)</p> <p>1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)</p> <p>Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:</p> <p>1.Informations générales concernant l'installation : (...)</p> <p>d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; - toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; - les points et dispositifs de mesure; - les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prod-com;

(...)
Constats : Le diagramme mentionne 1 BM combustible non CL, 2 séchoirs (12 MW+ 14MW), le combustible (gaz), et les instruments de mesure. Le diagramme est perfectible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans une prochaine version de son plan méthodologique de surveillance, le diagramme devra mentionner les flux entrant et sortant ainsi que toutes les circulations d'énergie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Sources de données (térajoule de combustible consommé)

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article article 7-1 et 7-2 Règlement FAR 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
Prescription contrôlée : Article 7-1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII. Article 7-2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie: a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible; b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs; c) sur la base d'une évaluation simplifiée de l'incertitude mettant en évidence les principales sources d'incertitude et donnant une estimation du degré d'incertitude associé, l'exploitant démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le degré d'exactitude de la source de données qu'il propose est équivalent ou supérieur à celui des sources de données les plus exactes en vertu de la section 4 de l'annexe VII.
Constats : L'intégralité de l'allocation est basée sur les térajoules de combustible consommé. Dans sa dernière version du PMS, l'exploitant a déclaré appliquer les plus hauts niveaux de méthode soit du 4.4.a) et du 4.6.a). Par conséquent, il n'a formulé aucune demande de dérogation. De façon aléatoire, l'inspection a demandé de présenter les factures de gaz aussi bien en période

<p>de fonctionnement des installations que de période d'arrêt. Les factures du fournisseur de gaz sont archivées. La consommation est en kilowatt-heure et le PCS est présent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le BM combustible est soumis à la conditionnalité de l'efficacité énergétique (TJ/ tonnes de produit). Or dans sa déclaration de niveaux d'activité, l'exploitant déclare des TJ/TJ. Par conséquent, on ne détecte pas s'il y a une amélioration ou une dégradation de l'efficacité énergétique. Sur site, l'inspection a constaté que le tonnage annuel de la production est archivé. Dans sa prochaine déclaration l'exploitant devra mentionner le tonnage annuel de la production des années précédentes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 Système de contrôle (...) 2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la validité du contrôle périodique du compteur de gaz ainsi que celui du pont bascule. Dans sa procédure relative à la surveillance des émissions et des niveaux d'activité, l'exploitant déclare réaliser notamment un relevé manuscrit de la consommation de gaz au compteur. L'inspection a constaté que le relevé est effectivement présent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>